

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN^{ts} :

3^e concours

DATE : 09/06/2016

MAGISTRATURE

d'y mettre un signe quelconque

N

Ni

Pr

Ac

not de Honneur

l. mais,

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0028

NOTE

11 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

2

COMPOSITION DE

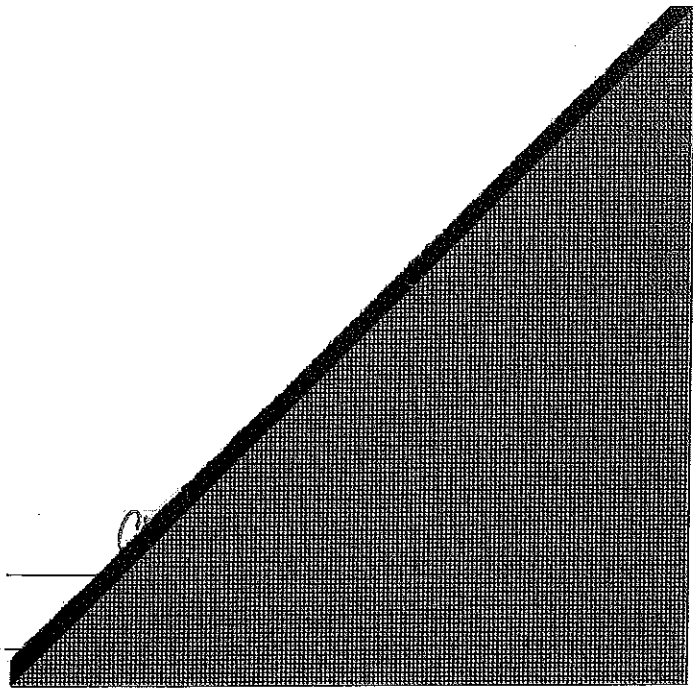
Cos pratique de droit pénal
ou de procédure pénale

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)





Question n°1:

Le code procédural initial est l'enquête de flagrance telle que prévue à l'article 53 du Code de procédure pénale, lequel dispose que: "Est qualifié crime ou délit flagrant, le crime qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre (...)"

En l'espèce, l'enquête commence

avec la découverte du corps ensanglanté de Monsieur Jean-Paul Ducat, très peu de temps après les faits ayant été commis.

Question n°2:

Conformément à l'article 54 du Code de procédure pénale, l'officier de police judiciaire qui est avisé des faits doit en informer immédiatement le procureur de la République.

Les enquêteurs (officiers ou agents de police judiciaire) doivent également informer par tout moyen les victimes potentielles (dans le cas d'espèce les proches de Monsieur Ducat) des droits prévus à l'article 53-1 du Code de procédure pénale.

Question n°3:

Le rappel des faits montre que:

- * Monsieur Emmanuel Refix a été placé en garde à vue le 24 février 2016 à 12h, et s'est vu notifier ses droits à 12h35.

- * L'officier de police judiciaire n'a pas pu joindre le conseil choisi par Monsieur Refix, et a donc contacté un avocat de permanence qui a pu s'entretenir avec Monsieur Refix et l'avocat, bien qu'il demeure

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

fait l'usage de l'absence de son avocat habituel;

* Le garde à vue a été prolongé en l'absence de l'avocat de Monsieur Poux, qui est reparti avant la prolongation;

* Les auditions ont fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel, mais, en raison d'une défectuosité du matériel, l'enregistrement n'a pas pu être réalisé;

* Le garde à vue de Monsieur Poux a duré 47 heures.

Le garde à vue de Monsieur Poux apparaît régulier, au regard de ces éléments. En effet :

1 - Conformément à l'article 62-2 du Code de procédure pénale, la mesure de garde à vue a été prise à l'encontre d'une personne, Monsieur Poux, à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner, au vu du témoignage de Monsieur Olivier Roudot, qu'elle a commis un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement, ou l'un des faits ayant servi au dépôt de l'avis de Monsieur Dupont, lesquels peuvent justifier les qualifications d'infractions ou criminelles;

2 - La notification des droits a été effectuée dans un délai raisonnable de l'interpellation et du placement au garde à vue de Monsieur Poux. L'article 63-1 du Code de procédure pénale prévoit que cette notification doit être immédiate. Dès lors que la notification a eu lieu dans les minutes qui suivent l'interpellation, le garde à vue est régulier au regard de l'article 63-1 du Code de procédure pénale (Cass. crim. 23 mars 1998);

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

3. Conformément à l'article 63-3-1 du Code de procédure pénale : " Dès le début de la garde à vue, la personne peut demander à être assistée par un avocat. Si elle n'est pas en mesure d'indiquer un, ou si l'avocat choisi ne peut être contacté, elle peut demander qu'il lui en soit commis un d'office par la Procédure".

Le fait que Monsieur Rofix n'ait pas pu s'entretenir avec et être assisté par son conseil habituel ne constitue pas une cause de nullité.

4. L'article 64-1 du Code de procédure pénale prévoit que les auditions des personnes placées en garde à vue pour crime sont l'objet d'un enregistrement audiovisuel. Au regard des faits constatés, il est extrêmement vraisemblable que Monsieur Rofix ait été placé en garde à vue avec une qualification criminelle. L'enregistrement audiovisuel est donc obligatoire. Toutefois, la dernière phrase de l'article 64-1 du Code de procédure pénale prévoit la possibilité d'une infraction technique rendant l'enregistrement audiovisuel des auditions impossible. Cette infraction n'autorise pas la nullité de la garde à vue.

5. La garde à vue de Monsieur Rofix a duré 47 heures, soit 24 heures et une prolongation de 23 heures. L'article 63, 11°, du Code de procédure pénale prévoit que la durée de la garde à vue est de 24 heures, et peut être prolongée pour un nouveau délai de 24 heures ou plus, sur autorisation du procureur de la République, notamment si l'infraction que la personne est soupçonnée d'avoir commise est un crime, ce qui est le cas en l'espèce (cf. infra). La durée de la garde à vue et la décision de prolongation sont donc conformes au droit.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Question n°4 -

Les opérations de perquisition dans le cadre d'une enquête de flagrance sont prévues par les articles 56 et suivants du code de procédure pénale. Si l'article 57 du même code prévoit que ces opérations sont faites en présence en présence de la personne au domicile de laquelle la perquisition a lieu, aucune disposition légale n'impose la présence de l'avocat -

Question n°5

En l'absence d'élément plus précis, on constate que Monsieur Refix ne conteste pas avoir porté les coups à Monsieur Dubut, ni que ces coups ont entraîné la mort, même si Monsieur Refix minimise sa responsabilité au regard de l'accident -

En outre, en l'absence de ses dénégations, les enquêteurs ont relevé ce qui semble être l'arme du crime chez Monsieur Refix -

Enfin, l'autopsie de la victime montre que le décès est consécutif à de nombreuses plaies par arme blanche, dont une au niveau de l'abdomen féral, la tête et une autre au niveau du cou -

Au vu de ces faits, plusieurs qualifications peuvent être envisagées, dans un ordre de gravité croissant :

- * Les violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner, prévues et punies par l'article 222 du Code pénal, et punies d'une peine de 15 ans de réclusion criminelle. Il s'agit, semble-t-il, de la chose qui est mentionnée par la presse, au vu des indications de Monsieur Refix ;
- * Toutefois, l'usage d'un couteau et les constatations effectuées sur la victime (multiplicité des coups portés, localisation des blessures) amènent à envisager la qualification d' "homicide volontaire", prévue et punie par l'article 221-1 du Code pénal, et punie de toute ans de réclusion criminelle. En effet, les circonstances du décès de Monsieur Durval évoquant l'existence de l'humus recandi exigé pour caractériser ce crime (cf notamment Cass. Crim. 5 février 1957 : l'intention homicide, dont l'appréciation appartient aux juges, peut s'induire de la circonstance que l'auteur des coups et les blessures faites volontairement a fait usage d'une arme dangereuse et frappé la victime sur une partie du corps particulièrement exposée).
- * Si la qualification d' "homicide volontaire" était susceptible d'être retenue, on pourrait également s'interroger sur l'existence éventuelle d'une préméditation de la part de Monsieur Refix ; Toutefois,

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

rien ne semble, ou au des faits relatés, permet de relever cette circonstance aggravante, prévue par l'article 223-3 du Code pénal

Question n° 6.

Or au des qualifications retenues, qui sont celles de nature criminelle, la seule situation procédurale possible est, conformément à l'article 79 du Code de procédure pénale, l'ouverture d'une instruction préparatoire, en vertu d'une réquisition du procureur de la République.

Si les qualifications criminelles sont retenues, ^{par le juge d'instruction} Monsieur Rogier fera l'objet, à la fin de cette instruction, d'un renvoi devant la Cour d'Assises seule compétente en matière de crimes (article 231 du Code de procédure pénale).

